



CATALOGUE DES FORMATIONS IHEMI

Formations en sécurité et justice

Formations en intelligence et sécurité économiques

Formations en management des risques, gestion et communication de crise

Formations des cadres de l'État





Formations



Etudes et recherches



Diffusion de connaissances



Prospective

L'Institut des hautes études du ministère de l'Intérieur (IHEMI)

Créé en 1989, l'Institut des hautes études du ministère de l'Intérieur dispense un large éventail de formations à destination des responsables des secteurs public et privé.

Les formations proposées peuvent avoir lieu à l'École militaire de Paris, au Fort de Charenton à Maisons-Alfort, en province ou bien à distance.

L'Institut assure quatre grandes missions

- 1. Former des hauts responsables des secteurs privé et public aux questions de sécurité intérieure et de justice, de gestion de crise, d'intelligence et sécurité économiques, de citoyenneté.
- 2. Conduire des études en associant des chercheurs, des universitaires et des acteurs de terrain pour accompagner les politiques publiques.
- 3. Diffuser des connaissances au travers de revues, rapports, colloques et journées d'études.
- 4. Anticiper et proposer des analyses prospectives permettant de préparer les crises de demain.

La formation

Des sessions nationales aux cycles d'études, les formations de l'IHEMI accueillent des centaines d'auditeurs chaque année. Au cours de ces formations, les auditeurs assistent à des interventions d'experts reconnus, effectuent des déplacements de terrain, réalisent des travaux de groupes ou individuels et des voyages d'études.

La recherche

L'Institut dispose d'une capacité de recherche propre, lui permettant de conduire des études, seul ou en coopération avec d'autres organismes français ou étrangers. Il étudie par exemple les questions liées à la criminalité organisée, les relations entre police et population, les phénomènes de radicalisation, la gestion de crise, etc.

a La diffusion des connaissances

Plusieurs publications sont produites et diffusées par l'Institut : les Cahiers de la sécurité et de la justice, la Lettre d'information sur les risques et les crises (LIREC).

Une vingtaine de conférences et de colloques ouverts au public est organisée chaque année par l'IHEMI. Près de 2 000 personnes y assistent.

La prospective

L'Institut consacre une partie de ses travaux à des études de prospective. Depuis le début de l'année 2023, avec l'arrivée d'un délégué à la prospective, l'IHEMI contribue à la relance d'une démarche de sensibilisation et d'acculturation des différentes entités du ministère à la culture de prospective. Aux côtés de la mission dédiée à ce sujet au sein du Secrétariat général (MEPATE), l'Institut apporte son expertise et son réseau au sein du monde universitaire et de la recherche.

Sommaire

Formations en sécurité et justice	4
Session nationale Sécurité et justice	6
Session régionale Jeunes Sécurite et justice	
Cycle de la Citoyenneté	9
Collaborateurs parlementaires	10
Formations en intelligence et sécurité économiques	12
Session nationale Protection des entreprises et intelligence économique	14
De la veille à l'analyse	
Manager sûreté	17
SKEMA Business School	18
Référent de sécurité économique des SATT et des pôles de compétitivité	19
Officiers de sécurité	20
Formations sur mesure	21
Formations en management des risques, gestion et communication de crise	22
Session nationale Management stratégique de la crise	24
Formations sur mesure	
Communication de crise et media training	27
Référent PCA (Plan de continuité d'activité)	28
Équipes de crise de grands opérateurs ou acteurs publics	29
COMEX (Comité exécutif) et CODIR (Comité de direction) des opérateurs	
et entreprises stratégiques	
Écoles et universités	31
Formations des cadres de l'État*	32
Cycle des hautes études du ministère de l'Intérieur	34
Cycle supérieur Ariane	
Cycle supérieur d'Intelligence artificielle (CSIA)	
Séminaire Tour extérieur des administrateurs de l'État	37
Référents en intelligence économique de la Gendarmerie nationale et de la Police nationale	
Journées d'études et de réflexion	39
Les Matinales, les Méridiennes, les Nocturnes	
Préfets et procureurs	
Cycles supérieurs d'Études territoriales (CSET) de niveau I et niveau II	
Cycle des hautes études territoriales (CHET)	
Chaîne de commandement territorial (CCT)	
Communication de crise et media training	
Formation au profit de l'École de Guerre	
Formation au profit de l'INSP	50
Liste des partenariats	52

^(*) Les agents de l'État ont accès à l'ensemble des formations des 3 précédentes sections du catalogue.

La formation à l'IHEMI



7
formations
annuelles

Thèmes

- ∆ Sécurité et justice
- Protection des entreprises et intelligence économique
- Management stratégique de la crise
- Citoyenneté
- lntelligence artificielle



Des formations pour des publics spécifiques



Des formations sur mesure

pour les administrations et les entreprises



300 auditeurs

dans les sessions nationales et cycles chaque année

150 formations

+2500 personnes/an

en formation courte

5000 auditeurs

de formations longues depuis 1989

01

Formations en sécurité et justice



Formations

P.6

Session nationale Sécurité et justice

P.8

Session régionale Jeunes Sécurité et justice

P.9

Cycle de la Citoyenneté



Session nationale Sécurité et justice

1 an | Une semaine par mois de septembre à juin

Afin de permettre à un public de haut niveau concerné par les problématiques de sécurité et de justice d'appréhender les risques et menaces contemporains, l'IHEMI propose depuis sa création, en 1989, la session nationale Sécurité et justice.

Objectifs

- Expliquer la place et le rôle des acteurs concourant à la sécurité et au système judiciaire national.
- Appréhender les grands enjeux contemporains de la sécurité et de la justice.

Organisation

Des séminaires de 4 à 5 jours par mois composés de:

- interventions d'acteurs de premier rang lors de conférences et de tables rondes;
- déplacements sur le terrain;
- travaux de groupe;
- voyages d'études (le premier consacré à l'Union européenne à Bruxelles et La Haye, le second en métropole ou en Outremer afin d'illustrer une thématique locale et le dernier en fin de formation dans un pays partenaire de la France).

Découvrir et rencontrer les acteurs de terrain de la sécurité et de la justice

Grâce aux nombreux partenariats qu'il a noués, l'IHEMI permet à ses auditeurs d'accéder à des acteurs de terrain qualifiés et de se rendre sur des sites habituellement fermés au public : visites au sein du GIGN et du RAID, immersions en brigade anticriminalité de la Police nationale et en peloton de surveillance et d'intervention de la Gendarmerie nationale, immersions en maison d'arrêt, visites des services des douanes des aéroports franciliens, découverte de l'Institut de recherches criminelles de la Gendarmerie nationale et du laboratoire centrale de la préfecture de police de Paris, présentation de la salle de commandement de la direction de l'ordre public et de la circulation de la préfecture de police de Paris, État-major de la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris, sécurité de grands événements (Internationaux de France de Roland Garros, matchs de football du PSG au Parc des Princes, concerts à l'AccorHotels Arena, etc.). Les auditeurs découvrent ainsi les services de sécurité et de justice dans leur fonctionnement opérationnel quotidien, tout en assistant à des conférences de haut niveau pour penser les enjeux de sécurité et de justice d'aujourd'hui et de demain.

Formation annuelle

Candidature

Dossier de candidature et convention à télécharger sur www.ihemi.fr/formations Candidatures ouvertes de mars à juin

Admission

Sur dossier et entretien individuel

Tarifs

De 3000€ à 7500€ selon la structure d'emploi de l'auditeur (contacter le département sécurité et justice pour plus d'informations)

Lieu

École militaire (Paris)

Contact

securite-justice-ihemi@ interieur.gouv.fr Tél : +33 (0)1 44 42 48 74

Diplôme

Diplôme d'auditeur de l'Institut

Titre d'auditeur conféré par arrêté ministériel (parution au Journal officiel)

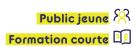


Publics

Une centaine d'auditeurs sélectionnés parmi:

- les élus nationaux et locaux ;
- les membres du Conseil économique, social et environnemental;
- les magistrats de l'ordre judiciaire, financier et administratif;
- les administrateurs des assemblées parlementaires et du Conseil économique, social et environnemental :
- les hauts fonctionnaires d'État, territoriaux et hospitaliers membres des corps recrutés par la voie de l'Institut national du service public ou de niveau équivalent, les agents contractuels de haut niveau;
- les commissaires divisionnaires de la Police nationale;
- les officiers supérieurs des trois armées, de la Gendarmerie nationale et des Sapeurspompiers, du grade de colonel;
- les universitaires et chercheurs de haut niveau :

- les cadres supérieurs, dirigeants et associés d'entreprise ;
- les membres des professions juridiques et judiciaires;
- les dirigeants syndicaux nationaux ;
- les journalistes ;
- les personnalités qualifiées exerçant dans les secteurs économique, social, scientifique, juridique, associatif et cultuel;
- des auditeurs issus des institutions européennes;
- des auditeurs étrangers, issus des corps supérieurs de la police, de l'armée et de la justice, maîtrisant la langue française, sur proposition de leurs autorités nationales respectives, relayée par les ambassades;
- des auditeurs étrangers issus du secteur privé exerçant leur activité en France.



Session régionale Jeunes Sécurité et justice

1 semaine | trois sessions par an



Candidature

Dossier de candidature et convention à télécharger sur www.ihemi.fr/formations

Admission

Sur dossier

Tarifs

De 100€ à 500€ selon le statut de l'auditeur (contacter le département sécurité et justice pour plus d'informations)

Lieux

- Une session en province, au sein d'une école appartenant au Réseau des écoles du service public (RESP)
- Une session se déroule en juillet à l'Ecole militaire (Paris).
- Une session se déroule en octobre en partenariat avec l'université d'Aix - Marseille

Contact

securite-justice-ihemi@ interieur.gouv.fr Tél : +33 (0)1 44 42 48 74

Attestation .

Diplôme d'auditeur de l'Institut

Depuis 2011, l'IHEMI propose des formations à destination d'étudiants ainsi qu'à des jeunes professionnels de moins de 35 ans. Élaborée sur le modèle de la session nationale Sécurité et justice, la session régionale Jeunes est destinée à sensibiliser ce public aux grands enjeux de sécurité et de justice.

Objectifs

- Sensibiliser les étudiants aux problématiques de sécurité et de justice.
- Rapprocher l'enseignement universitaire et la pratique professionnelle de manière à attirer les étudiants à fort potentiel vers les métiers de la sécurité.
- Compléter la formation des jeunes professionnels par une approche globale des enjeux liés à la justice, la sécurité publique, la sécurité civile, etc.

Organisation

- Conférences et tables rondes avec des spécialistes nationaux et régionaux de la sécurité et de la justice.
- Visites: établissement pénitentiaire, centre de gestion de crise, palais de justice, hôtel de police, etc.
- Travaux de groupe.

Publics

Une cinquantaine d'auditeurs sélectionnés parmi des:

- étudiants en master 2, doctorat, grandes écoles, Institut d'études judiciaires (IEJ).
- actifs de moins de 35 ans de niveau cadre, au titre de la formation continue.

Cycle de la Citoyenneté

Public restreint 8

Formation annuelle



1 an | 12 jours de septembre à avril

Candidature

Désignation par les directions d'emploi ou candidatures spontanées, selon l'origine des auditeurs

Admission

Étude et approbation par l'IHEMI

> **Tarifs** 1000€

> > Lieu

Fort de Charenton (Maisons Alfort), École militaire (Paris) et déplacements dans les institutions

Contact

depform-ihemi@ interieur.gouv.fr Tél: +33 (0)6 82 59 01 55 Le cycle de la Citoyenneté s'adresse à des cadres de la fonction publique d'État ou territoriale, ainsi qu'à des élus et des personnes impliquées dans l'associatif ou la société civile. Cette formation leur donne un appui allant de l'appropriation des concepts jusqu'à la connaissance des dispositifs pratiques engagés à cette fin.

Objectifs

- Renforcer la connaissance des notions fondamentales impliquées, en allant des repères historiques et sociologiques jusqu'à l'état des lieux normatif, pour en chercher la traduction en pratique de terrain et en interroger l'efficacité : État-Nation-République, les 3 pouvoirs et leurs interactions, la fabrique de la loi, l'éducation à la citoyenneté, les leviers d'égalité des chances et de socialisation, la laïcité à la française, radicalisation et séparatisme, immigrationintégration-accès à la nationalité.
- Conforter les auditeurs en leur donnant des outils de compréhension et d'action, assurer le partage et la confrontation des expériences, engendrer des approches globales.

Organisation

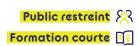
Journées thématiques au cours desquelles interviennent des universitaires, des experts et des praticiens (pour la plupart issus de la haute fonction publique, élus ou magistrats), déplacements dans des lieux et institutions significatifs (les deux assemblées, une préfecture et une mairie, un palais de justice, Musée national de l'histoire de l'immigration...).

Publics

Cinquante places réparties entre : encadrement supérieur de l'État, magistrats + PJJ et DAP, cadres supérieurs de l'Éducation nationale et du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer (police, gendarmerie et sapeurs pompiers), délégués, chefs de projets ou chargés de missions dans tout périmètre d'État intéressé ou représentants de la société civile, cadres territoriaux, élus locaux, responsables associatifs.

Attestation

Diplôme d'auditeur de l'Institut



Formation des collaborateurs parlementaires

2 à 3 jours | 2 séminaires par an



Candidature

Liste des auditeurs communiquée directement à l'IHEMI par la questure de l'Assemblée nationale et l'Association pour la gestion des assistants de sénateurs

Tarifs

Communiqués aux services concernés

Lieu

École militaire (Paris)

Contact

securite-justice-ihemi@ interieur.gouv.fr Tél : +33 (0)1 44 42 48 74 L'IHEMI, en partenariat avec l'Assemblée nationale et le Sénat, propose aux collaborateurs parlementaires des députés et des sénateurs de mener une réflexion sur les questions de sécurité et de justice, notamment en lien avec l'actualité législative.

Objectifs

- Renforcer les capacités de compréhension des questions de sécurité et de justice des collaborateurs parlementaires.
- Donner les outils pour développer des réflexions apportant une plus-value au traitement de ces questions dans le cadre de l'activité parlementaire.

Organisation

Deux à trois journées de formation composées de :

- conférences et tables rondes animées par des hauts fonctionnaires de la police nationale et des officiers supérieurs de la gendarmerie nationale, universitaires et magistrats;
- visites : établissement pénitentiaire, salles de commandement, unités opérationnelles, etc.

Publics

Une cinquantaine de collaborateurs parlementaires de l'Assemblée nationale et du Sénat.

L'IHEMI propose

LES CAHIERS DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE



Les Cahiers de la sécurité et de la justice sont une revue qui, depuis plus de vingt ans, explore toutes les dimensions autour du thème de la sécurité.

Elle constitue la publication francophone de référence pour ce qui concerne la réflexion sur ce sujet. Sa ligne éditoriale est orientée sur l'analyse des menaces et des risques du monde contemporain ainsi que sur les stratégies de réponse et les outils pour les mettre en œuvre.

À l'image de l'Institut, lieu de croisement de cultures professionnelles diverses, elle ouvre ses colonnes aux universitaires et aux chercheurs, mais également aux acteurs du monde de la sécurité et de la justice des secteurs public et privé.



Support:

papier et numérique

Acheter un numéro, s'abonner, c'est simple:

www.vie-publique.fr









Formations

P.14

Session nationale Protection des entreprises et intelligence économique

P.16

De la veille à l'analyse

P.17

Manager sûreté

P.18

SKEMA Business School

P.19

Référent de sécurité économique des SATT et des pôles de compétitivité

P.20

Officiers de sécurité

Formation annuelle

Session nationale Protection des entreprises et intelligence économique

1 an | Une semaine par mois de septembre à juin

La session nationale Protection des entreprises et intelligence économique délivre les clés de compréhension pour une analyse pertinente des situations à risques d'origine interne ou externe à l'entreprise. Les enseignements transmettent les savoirs nécessaires à la mise en place efficace de dispositifs de prévention et de protection.

Admission

Candidature
Dossier de candidature
et convention à

télécharger sur

de janvier à juin

Sur dossier et entretien individuel avec un jury

www.ihemi.fr/formations

Candidatures ouvertes

Tarifs

De 3 000 € à 8 000 € selon la structure d'emploi de l'auditeur (contacter le département formateur pour plus d'informations)

Lieu

École militaire (Paris)

Contact

securite-economique-ihemi@ interieur.gouv.fr Tél: +33 (0)6 47 47 27 72

Diplômes

Titre RNCP de niveau 7

«Expert en protection des entreprises et intelligence économique » (équivalent BAC+5)

Diplôme d'auditeur de l'Institut

Titre d'auditeur conféré par arrêté ministèriel (parution au Journal officiel)

Objectifs

- Développer une vision multidomaine de la sécurité-sûreté et une approche managériale et technique de la maîtrise des risques et menaces en apportant à l'ensemble des acteurs économiques, quel que soient leur secteur d'activité ou la taille de leur structure, la culture et les savoir-faire nécessaires pour appréhender le contexte et les enjeux de sécurité/ sûreté auxquels ils sont confrontés.
- Concevoir la politique de sûreté comme un atout de la compétitivité en l'intégrant dans l'élaboration de la stratégie des entreprises et leur dynamique de développement.
- Favoriser les synergies entre les différents acteurs de la sûreté en construisant une vision partagée public/privée de l'intelligence et de la sécurité économiques compatible avec la sauvegarde des actifs stratégiques nationaux dans le cadre européen et international.

Organisation

Des séminaires de 5 jours par mois composés de :

- cours magistraux, conférences et retours d'expérience;
- déplacements sur le terrain;
- travaux individuels, de groupe et mises en situation;
- voyage d'études.

Une formation éligible au CPF

Les sessions nationales Protection des entreprises et Intelligence économique et Management stratégique de la crise peuvent être financées à partir du Compte personnel de formation (CPF) de l'auditeur. Pour en savoir plus, rendez-vous sur www.moncompteactivite.gouv.fr ou rapprochez-vous de votre service en charge de la formation.



Publics

Une quarantaine d'auditeurs sélectionnés parmi :

- les élus nationaux et locaux :
- les membres du Conseil économique, social et environnemental;
- les magistrats des ordres judiciaire, administratif et financier :
- les administrateurs des assemblées parlementaires et du Conseil économique, social et environnemental :
- les hauts fonctionnaires d'État, territoriaux et hospitaliers membres des corps recrutés par la voie de l'Institut national du service public ou de niveau équivalent, les agents contractuels de haut niveau;
- les cadres de catégorie A des trois fonctions publiques et agents contractuels de niveau équivalent;
- les commissaires divisionnaires de la Police nationale :
- les officiers supérieurs de la Gendarmerie nationale, des trois armées et des sapeurspompiers;

- les universitaires et chercheurs de haut niveau des secteurs public et privé;
- les cadres supérieurs, dirigeants et associés d'entreprise;
- les membres des professions libérales ;
- les journalistes et parties prenantes de la communication;
- les personnalités qualifiées exerçant dans les secteurs économique, social, scientifique, juridique, associatif, culturel et cultuel;
- des auditeurs issus des institutions européennes;
- des auditeurs étrangers, issus des corps supérieurs des administrations, maîtrisant la langue française, sur proposition de leurs autorités nationales respectives, relayée par les ambassades :
- des auditeurs étrangers issus du secteur privé exerçant leur activité en France et maîtrisant la langue française;
- les consultants.

Formation De la veille à l'analyse

Formation courte

Candidature

Dossier de candidature et convention à télécharger sur www.ihemi.fr/formations

Admission

Sur dossier

Tarif

2000€

Lieu

Distanciel ou École militaire (Paris)

Contact

securite-economique-ihemi@ interieur.gouv.fr Tél: +33 (0)6 47 47 27 72

5 jours | par an

Apprendre à recueillir, sélectionner, analyser et mettre en forme des informations clés concernant un secteur d'activité nécessite une formation. Le cycle De la veille à l'analyse a pour but de transmettre des outils et des méthodes immédiatement utilisables pour mettre en oeuvre cette activité spécifique.

Objectifs

- Contextualiser une démarche de veille.
- Mettre en place une veille offensive, collaborative (OSINT) et prédictive.
- Mettre en pratique des outils d'extraction de contenus (crawling profond et scraping).
- Qualifier les informations collectées.

Organisation

Cette formation concilie des apports théoriques et des mises en pratique. Elle permet d'aborder les thématiques suivantes:

- situer l'intérêt de la veille dans une stratégie d'intelligence économique.
- intégrer la veille dans un processus structuré de recherche de l'information stratégique.
- comprendre une demande de veille et identifier les besoins en matière de recherche d'information.
- élaborer un plan de veille (plan de renseignement et plan de recherches).
- présenter la méthodologie qui permet de cibler ses sources d'information.
- découvrir un outil professionnel de traitement et de captation de données sur le web en sources ouvertes.
- explorer le « deep web » et le « dark web ».
- observer la collecte et définir des critères de sélection.
- assurer tout au long du processus la confidentialité des recherches.
- construire des cartographies opérationnelles, ainsi que des arbres de la connaissance et de la décision.

Diplôme -

Diplôme d'auditeur de l'Institut

Publics

- Salariés des secteurs privé et public.
- Entrepreneurs et autoentrepreneurs.
- Indépendants, professions libérales, consultants.
- Responsables associatifs.
- Étudiants de niveau bac+5, équivalent ou supérieur.

Formation Manager sûreté

Formation courte



5 jours

EN PARTENARIAT AVEC



Candidature

Dossier de candidature et convention à télécharger sur www.ihemi.fr /formations

Admission

Sur dossier

Tarifs

3500€

Lieu

École militaire (Paris) ou distanciel

Contact

securite-economique-ihemi@ interieur.gouv.fr

Tél: +33 (0)6 47 47 27 72

Objectifs

1. Élaborer et mettre en œuvre une gouvernance et une politique de sûreté préventive fondée sur les principes de management des risques humains, cyber et physiques, alignée sur la stratégie de l'organisme.

Depuis 2011, l'IHEMI et le Club des directeurs de

sécurité et de sûreté des entreprises (CDSE) proposent la

formation Manager sûreté qui vise à transmettre les clés de

compréhension et d'analyse ainsi que les cadres juridiques

utiles à l'exercice de fonctions dans le domaine de la sûreté.

- 2. Concevoir et implémenter une gouvernance et un plan de sécurité-sûreté intégré au système de management de l'organisme.
- 3. Appréhender et mettre en cohérence les activités du manager sûreté avec la continuité d'activité, la gestion de crise et la résilience.

Organisation

- Des cours magistraux, des conférences, des retours d'expérience et des cas pratiques.

Le département fait appel à son réseau d'intervenants composé d'experts et praticiens reconnus dans les domaines de la gestion de la sécurité-sûreté, des risques, de la continuité d'activité, de la gestion de crise, principalement issus du secteur privé.

Chaque conférence est modérée par un membre du département intelligence et sécurité économiques.

- Des supports pédagogiques (cours dispensés, sélection de documents et références complémentaires) sont diffusés aux stagiaires.

Diplôme ·

Attestation de formation de l'Institut et du CDSE

Publics

- Responsables des directions sûreté/sécurité.
- Responsables de gestion des risques d'actifs publics ou privés.
- Tout professionnel issu de la sphère publique ou privée souhaitant intégrer cette fonctions.

Étudiants de la SKEMA Business School



60 heures | répartis en 2 modules

2 modules Public restreint

Formation courte

Candidature

Formation réservée aux étudiants du Master of science International Strategy & Influence

Admission

Procédure académique

Tarifs

Sur mesure

Lieu

École militaire (Paris)

Contact

securite-economique-ihemi@ interieur.gouv.fr

Tél: +33 (0)6 47 47 27 72

Depuis près d'une décennie, Skema Business School et l'IHEMI mettent en commun leurs expertises en intelligence économique afin de sensibiliser des étudiants à la sécurité économique.

Elle vise à permettre aux étudiants de compléter leurs connaissances du monde de l'entreprise et de l'environnement concurrentiel international pour y apporter une nouvelle grille de lecture stratégique.

Cette collaboration s'effectue dans le cadre du Master of Science "International Strategy et Influence" organisé par Skema Business School.

Objectifs

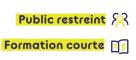
- Donner aux étudiants une culture approfondie dans le domaine de la sécurité économique et la protection des entreprises.
- Permettre aux étudiants de connaître les acteurs de la sécurité économique.
- Développer leur capacité à déceler et classer les vulnérabilités rencontrées par les organisations.
- Apporter la connaissance théorique et pratique des outils de l'intelligence économique et de la gestion de crise.

Organisation

- Des cours magistraux et des conférences ainsi qu'une visite de site sous l'angle de la sécurité économique.
- 4 pôles thématiques principaux :
 - nouveaux risques et nouveaux défis;
 - la sécurité économique et les organisations;
 - web 3.0 : Menaces et atouts;
 - la gestion de crise

Publics

Le Master of Science "International Strategy et Influence" est ouvert en formation initiale et continue aux titulaires d'un master 1 ou équivalent. La sélection des candidats est effectuée par Skema Business School.



Formation Référent de sécurité économique des SATT et des pôles de compétitivité

5 jours

Dans le cadre du renforcement de la politique interministérielle de sécurité économique instituée depuis 2019 et de sa mise en œuvre territoriale, les pouvoirs publics ont décidé d'accompagner de manière approfondie les acteurs de la recherche et de l'innovation, tout en développant leurs compétences internes en matière de sécurité économique. La désignation de référents de sécurité économique au sein des SATT et les pôles de compétitivité s'inscrit dans le cadre de cette politique.

Objectifs

- Définir et mettre en place une politique de prévention et de traitement des risques en développant une vision globale de la sécurité économique
- Concevoir et animer une politique de sûreté susceptible de s'intégrer dans l'élaboration de la stratégie et la dynamique de développement de la SATT ou du pôle de compétitivité concernés.
- Comprendre le rôle et l'articulation des différents acteurs de la sécurité économique sur le plan national et à l'échelon territorial.

Organisation

L'organisation de la formation est assurée par le département intelligence et sécurité économiques de l'Institut des hautes études du ministère de l'Intérieur (IHEMI), en lien avec la Direction générale de la recherche et de l'innovation (DGRI) du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI) et selon les orientations validées par le comité de liaison de sécurité économique (COLISE).

Publics

- Référents de sécurité économique des SATT.
- Personnels assurant des missions similaires au sein d'autres types de structures de valorisation de la recherche et de soutien à l'innovation relevant du MESRI et des pôles de compétitivité.
- Le nombre de participants est volontairement limité à 25 par session pour favoriser les échanges et l'expression.

Candidature

Dossier de candidature et convention à télécharger sur www.ihemi.fr/formations

Admission

Sur dossier, en lien avec le ou les organismes partenaires

Tarifs 1500€

Lieu

École militaire (Paris)

Contact

securite-economique-ihemi@ interieur.gouv.fr

Tél: +33 (0)6 47 47 27 72

Diplôme

Certificat de spécialisation signé par le directeur de l'IHEMI

Public restreint R

Formation des officiers de sécurité

3 jours | trois à quatre sessions par an



Candidature

Dossier de candidature et convention à télécharger sur www.ihemi.fr/formations

Admission

Sur dossier

Tarifs

600 € pour les candidatures issues de structures publiques et 900 € pour celles du privé

Lieu

École militaire (Paris)

Contact

os-ihemi@interieur.gouv.fr Tél : +33 (0)6 47 47 27 72 (SGDSN) propose, diffuse et fait appliquer et contrôler les mesures nécessaires à la protection du secret de la défense nationale. Afin de renforcer la chaîne de sécurité du secret constituée par les officiers de sécurité, le SGDSN et l'IHEMI se sont associés pour leur proposer cette formation.

Le Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale

Objectifs

- Apporter une formation plus spécifique à travers le module complémentaire optionnel (sécurité nucléaire, le secret dans les contrats...).
- Approfondir et compléter la formation des officiers de sécurité par une approche globale des enjeux de sécurité ayant trait à la préservation du secret de la défense nationale.
- Favoriser les échanges dans le cadre d'une formation généraliste regroupant des profils d'expérience et d'origine géographique hétérogènes.
- Encourager le dialogue entre les participants et avec les intervenants au plus près des préoccupations communes, en décloisonnant les univers professionnels.

Organisation

Cycle de conférences avec des experts de la protection du secret de la défense nationale et des praticiens: représentants du SGDSN, de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI), du ministère de l'Intérieur et des Outremer, de la DGSI, etc.

Publics

30 à 40 auditeurs sélectionnés parmi des :

- agents des services des hauts fonctionnaires de défense et de sécurité ;
- officiers de sécurité et leurs adjoints (secteurs public et privé);
- toute personne en charge des questions de protection du secret de la défense nationale.

Chaque candidat doit être en mesure de justifier d'une habilitation au secret de la défense nationale (produire un certificat de sécurité lors de l'inscription).

Diplôme

Diplôme d'auditeur de l'Institut



Les formations sur mesure

du département «Intelligence et sécurité économiques»

Le département «Intelligence et sécurité économiques» de l'IHEMI conçoit des formations sur mesure pour le compte d'organismes publics et privés. Il est ici proposé un aperçu de formations créées et développées par le département. Celles-ci sont réservées au personnel ou aux étudiants des entités concernées.

Vous êtes intéressé par la mise en place d'une formation en intelligence économique et

protection des entreprises? Le département vous accompagne pour définir votre besoin, établir l'ingénierie pédagogique, faire appel aux intervenants adéquats et organiser la logistique de la formation.

Contact

securite-economique-ihemi@interieur.gouv.fr Tél: +33 (0)6 47 47 27 72







Formations

P.24

Session nationale Management stratégique de la crise

P.26

Formations sur mesure

P.27

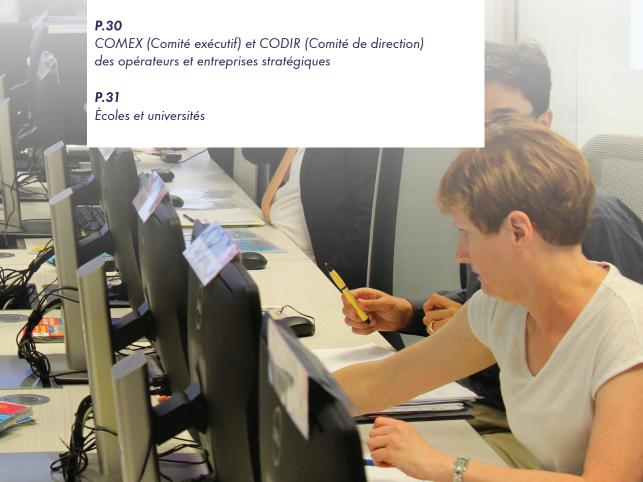
Communication de crise et media training

P.28

Référent PCA (Plan de continuité d'activité)

P.29

Équipes de crise de grands opérateurs ou acteurs publics



Formation annuelle

Session nationale Management Stratégique de la crise

1 an | Une semaine par mois de septembre à juin

Candidature

Dossier de candidature et convention à télécharger sur www.ihemi.fr /formations Candidatures ouvertes de janvier à juin

Admission

Sur dossier et entretien individuel avec un jury

Tarifs

De 3 000 € à 9 000 € selon la structure d'emploi de l'auditeur (contacter le département formateur pour plus d'informations)

Lieu

École militaire (Paris)

Contact

snc-ihemi@interieur.gouv.fr Tél : +33 (0)6 47 47 27 76 Tél : +33 (0)1 76 64 89 87

Objectifs

- Compréhension des risques et des crises.
- Prise de décision et gestion du stress en situation d'incertitude.

La session nationale Management stratégique de la crise

met les participants en capacité de piloter, dans leur

structure, une politique efficace de gestion des risques et de

réponse aux crises et de créer les conditions d'une culture de crise adaptée aux contraintes sociétales et économiques.

- Mise en place de plans de crise, de plans de continuité d'activité et de procédures d'anticipation.
- Compréhension des enjeux de la communication de crise.
- Mise en place de retours d'expérience.

Organisation

10 séminaires de 4 jours de septembre à juin, composés de :

- cours magistraux, conférences et retours d'expérience de grands témoins;
- exercices de crise sur le plateau de crise de l'Institut;
- ateliers de media training sur le plateau technique;
- visites de centres opérationnels;
- travaux de groupe;
- voyage d'études.

Diplômes

Titre RNCP de niveau 7

« Responsable gestion de crise » (équivalent BAC+5)

Diplôme d'auditeur de l'Institut

Titre d'auditeur conféré par arrêté ministèriel (parution au Journal officiel)

Un centre de formation d'excellence à la gestion de crise

L'Institut dispose d'un centre spécifique sur plus de 350 m² pour les formations à la gestion de crise. Situé à l'École militaire avec trois salles de crises en parallèle, il permet de reconstituer une cellule de crise au sein d'une organisation, quelle que soit sa nature, son positionnement ou sa taille.

Les salles de crise sont équipées des moyens techniques les plus performants, aussi proches que possible de la réalité vécue par les stagiaires. Le centre dispose également de deux salles dédiées au media training en communication sensible et de crise.



Publics

Une vingtaine d'auditeurs sélectionnés parmi :

- les élus nationaux et locaux ;
- les hauts fonctionnaires d'État, territoriaux et hospitaliers membres des corps recrutés par la voie de l'Institut national du service public ou de niveau équivalent, les agents contractuels de haut niveau;
- les magistrats de l'ordre judiciaire, administratif et financier ;
- les cadres de catégorie A des trois fonctions publiques et agents contractuels de niveau équivalent;
- les officiers supérieurs de la Gendarmerie nationale, des trois armées et des sapeurspompiers;
- les commissaires divisionnaires de la Police nationale;

- les cadres supérieurs, dirigeants et associés d'entreprise;
- les administrateurs des assemblées parlementaires et du Conseil économique, social et environnemental;
- les journalistes ;
- les auditeurs issus des institutions européennes;
- les auditeurs étrangers, issus des corps supérieurs de la police, de l'armée et de la justice, maîtrisant la langue française, sur proposition de leurs autorités nationales respectives, relayée par les ambassades;
- les auditeurs étrangers issus du secteur privé exerçant leur activité en France et maîtrisant la langue française;
- les consultants.

Une formation éligible au CPF

Pour en savoir plus se référer à la page 14 du catalogue.

Activités de formation du département risques et crises

Le livre blanc de la sécurité intérieure de 2020 conforte le positionnement de l'IHEMI en tant que référent des formations sur l'ensemble du périmètre de la gestion de crises. Au sein de la direction de la stratégie des risques et des relations internationales, le département risques et crises (DRC) dispense des formations de haut niveau à la gestion et à la communication de crise et au plan de continuité d'activité, destinées aux managers et décideurs des sphères publiques et privées.

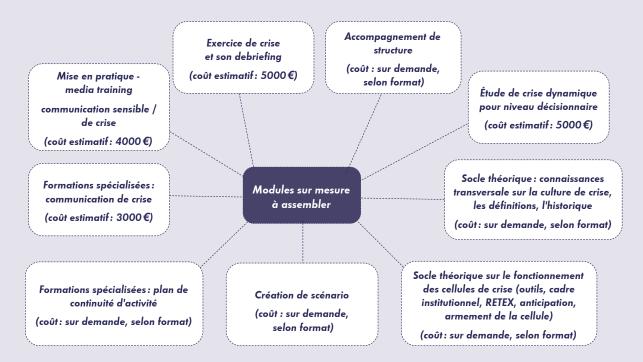
A côté de la session nationale « Management stratégique de la crise », le DRC propose une offre de formation sur mesure sur l'ensemble du spectre de la gestion et de la communication de crise, sous la forme de modules thématiques à assembler au gré des besoins identifiés.

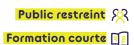
Chaque module peut être proposé séparément en fonction du niveau de maturité et/ou des besoins de l'organisation partenaire. Il peut être conduit dans le cadre d'une action de formation ou dans le cadre d'un accompagnement personnalisé. Un plateau technique dédié à la mise en situation des auditeurs : exercices de crise et media training

Le plateau technique de l'IHEMI dédié aux exercices immersifs de gestion de crise et de media training permet la tenue de plus de 100 exercices de crises par an. Sur 350 m² au cœur du site de l'École militaire à Paris, 5 salles de simulation de crise, d'animation d'exercices et de media training permettent à l'équipe de formateurs de l'IHEMI de mettre en situation de prise de décision sous tension et dans l'incertitude les auditeurs, via une bibliothèque de plus d'une vingtaine de scénarios d'exercices régulièrement actualisés et d'une trentaine de situations de media training.

Contact

formation-drc-ihemi@interieur.gouv.fr Tél : +33 (0)1 76 64 89 87





Formation en communication de crise et media training

Entre 1/2 journée et 2 jours | modules à la demande

Candidature

Session sur mesure organisée à la demande avec les institutions partenaires

Tarifs

Sur mesure. Coût estimatif: 3 000 € le module de théorie et de stratégie de communication 4 000 € le module de media training

Lieu

École militaire (Paris)

Contact

formation-drc-ihemi@ interieur.gouv.fr

Tél: +33 (0)6 47 47 27 76 Tél: +33 (0)1 76 64 89 87 Ces formations sont à destination soit des hauts dirigeants amenés à prendre la parole devant les médias en situation sensible ou de crise, soit aux équipes de communication et aux communicants, en charge de préparer les stratégies de communication, leur mise en œuvre et les prises de paroles.

Objectifs

- Comprendre les enjeux et les principes de communication en situation tendue.
- Décrypter le processus de médiatisation des crises, appréhender les attentes de la population, comprendre le fonctionnement des médias.
- Comprendre les caractéristiques de l'opinion et identifier les facteurs de risque d'opinion.
- Définir et mettre en place une stratégie de communication de crise.
- Les réseaux sociaux en temps de crise : comprendre leurs clés de fonctionnement.
- Se préparer à une interview: règles de base, maîtrise de la parole, de son discours.
- Élaborer des messages clés adaptés à la diversité des publics cibles.
- Faire face à tous types de questions.

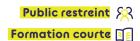
Organisation

2 modules complémentaires :

- apports théoriques et kits réflexes de communication de crise;
- mise en pratique, partage de bonnes pratiques et analyse de cas d'actualité média traininia.

Publics

Maximum 6 personnes par session de media training.



Formation Référent PCA (Plan de continuité d'activité)

2 jours | modules à la demande

Candidature

Session sur mesure organisée avec les institutions partenaires

Tarifs

Sur mesure

Lieu

École militaire (Paris)

Contact

formation-drc-ihemi@ interieur.gouv.fr

Tél: +33 (0)6 47 47 27 76 Tél: +33 (0)1 76 64 89 87 Créée en 2017, cette formation est destinée aux référents PCA nouvellement nommés ou en poste, ou à tout référent qui souhaite revoir les bases de la continuité d'activité afin de mieux les mettre en pratique.

Objectifs

Maîtriser les règles, principes, méthodes et outils pratiques de la mise en place d'une démarche de continuité d'activité au sein d'une entité.

Organisation

Théorie

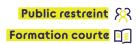
- Connaître le cadre gouvernemental et normatif.
- Identifier et connaître les mécanismes de PCA.
- Élaborer et piloter la mise en œuvre un plan de continuité
- Participer au management de la continuité d'activité au sein d'une entité.

Mise en pratique

Mise en situation « gestion de crise » avec étude de cas et réflexions collectives sur le déploiement et la mise en œuvre d'un PCA.

Publics

Entre 15 et 18 auditeurs par session.



Formation Équipes de crise de grands opérateurs ou acteurs publics

Entre 2 et 4 jours | modules à la demande

Candidature

Session sur mesure organisée à la demande avec les institutions partenaires

Tarifs

Sur mesure

Lieu

École militaire (Paris)

Contact

formation-drc-ihemi@ interieur.gouv.fr Tél : +33 (0)6 47 47 27 76

Tél : +33 (0)1 76 64 89 87

Cette formation de niveau stratégique vise à entraîner les équipes de crise des opérateurs et des organismes publics.

Objectifs

Développer une culture transversale des risques et de la gestion des crises, dans une démarche de qualité et de culture managériale.

Organisation

Modules théoriques et ateliers de mise en pratique à construire autour des thèmes suivants :

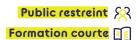
- processus et culture de crise;
- pilotage de crise et prise de décision;
- stratégie de communication en crise;
- travail sur le retour d'expérience;
- prise en compte des facteurs humains et des compétences non techniques en gestion de crise;
- mise en situation sous forme d'exercice de crise;
- les facteurs humains et les compétences non techniques en gestion de crise.

Publics

Entre 10 et 20 auditeurs.

Ils nous font confiance

Château de Versailles, Autorité de Sûreté Nucléaire, Expertise France, RATP, CERN...



Formation COMEX et CODIR des opérateurs et entreprises stratégiques

4 heures | modules à la demande

Cette formation est à destination des équipes de crise « gold » et « silver » du secteur privé sur le territoire et à l'international. Selon le temps disponible, le format souhaité et la maturité de l'équipe de crise, elle peut inclure des modules théoriques dédiés, ou les intégrer au sein des exercices d'immersion en situation de crise.

Tarifs

Candidature

Session sur mesure

avec les entreprises partenaires

organisée à la demande

5 000 € pour la formation 5 000 € pour la création d'un scénario dédié

Lieu

École militaire (Paris)

Contact

formation-drc-ihemi@ interieur.gouv.fr

Tél: +33 (0)6 47 47 27 76 Tél: +33 (0)1 76 64 89 87

Objectifs

Entraîner les membres d'un comité exécutif (COMEX), d'un comité de direction (CODIR) au pilotage stratégique d'une crise complexe.

L'accent est mis sur les aspects suivants:

- compréhension de la crise et de sa dynamique ;
- prise de décisions stratégiques ;
- mise en place d'une stratégie de communication de crise ;
- appréhension de l'environnement institutionnel et des parties prenantes.

Organisation

Grâce à une alternance entre mise en situation (étude de crise dynamique), théorie, partage de bonnes pratiques, propositions d'outils et de kit réflexes, il s'agit de travailler :

- le management et la prise de décision en situation sensible ;
- la communication de crise;
- le positionnement stratégique de la cellule de crise;
- la cartographie des acteurs et les relations inter-acteurs en gestion de crise;
- les facteurs humains et les compétences non techniques en gestion de crise.

Étude de crise dynamique avec scénario réalisé sur mesure et adapté à la structure.

Passages en media training pour travailler la communication sensible.

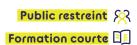
Débriefing de l'étude de crise.

lls nous font confiance

CERN, Engie, MAIF, AXA, Radio France, RATP, Musée du Louvre, Centre Pompidou, Musée d'Orsay, l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), La Poste, Voies navigables de France VNF, Expertise France, Cannes (RedBull Air Race), Orange...

Publics

15 personnes maximum.



Formation Écoles et universités

1 à 2 journées | modules à la demande

Candidature

Session sur mesure organisée à la demande avec les institutions partenaires

Tarifs

Sur mesure

Lieu

École militaire (Paris)

Contact

formation-drc-ihemi@ interieur.gouv.fr

Tél: +33 (0)6 47 47 27 76 Tél: +33 (0)1 76 64 89 87 et écoles afin d'insuffler au plus tôt une culture de la gestion des crises adaptée aux fonctions exercées par la suite par les étudiants.

Cette formation sur mesure est organisée au profit d'universités

Objectifs

Cette formation vise à confronter des étudiants de cursus spécialisés ou généralistes aux symptômes de la crise et à les sensibiliser aux réflexes et bonnes pratiques en matière de gestion et de communication de crise.

Organisation

Exercices de mise en situation, comprenant des exercices de crise et des ateliers de media training.

Publics

8 à 30 auditeurs.

Ils nous font confiance

AgroParisTech, Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne, HEC, HEIP, Paris-Descartes...

04

Formations des cadres de l'État



Formations

P.34

Cycle des hautes études du ministère de l'Intérieur

P.35

Cycle supérieur Ariane

P.36

Cycle supérieur d'Intelligence artificielle (CSIA)

P.37

Séminaire Tour extérieur des administrateurs de l'État

P.38

Référents en intelligence économique de la Gendarmerie nationale et de la Police nationale

P 39

Journées d'études et de réfléxion

P.40

Les Matinales

P.41

Les Méridiennes

P.42

Les Nocturnes

P.43

Préfets et procureurs

D 11

Cycle supérieur d'Études territoriales de niveau I (CSET I)

P.45

Cycle supérieur d'Études territoriales de niveau II (CSET II)

P.46

Cycle des hautes éudes territoriales (CHET)

P.47

Chaîne de commandement territorial (CCT)

P.48

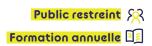
Communication de crise et media training

P.49

Formation au profit de l'École de Guerre

P.50

Formation au profit de l'INSP



Cycle des hautes études du ministère de l'Intérieur

1 an | 3 à 4 jours par mois de septembre à juin

Candidature

Désignation par les directions d'emploi

Admission

Validation par un comité de sélection de l'IHEMI présidé par un préfet

Tarifs

Communiqués aux services concernés

Lieu

Fort de Charenton (Maisons Alfort) ou École militaire (Paris)

Contact

depform-ihemi@interieur.gouv.fr Tél: +33 (0)6 82 59 01 55 Destinée à des cadres supérieurs à haut potentiel selectionnés par les directions générales, cette formation diplômante permet aux auditeurs de suivre un cursus de plusieurs séminaires de haut niveau et implique la réalisation et la soutenance d'une étude individuelle stratégique et prospective (rapport individuel d'expertise - RIEX).

Objectifs

- Dans le cadre de la gestion prévisionnelle des emplois et compétences (GPEC), capitaliser des connaissances et échanger sur des thématiques ayant des conséquences sur l'évolution des carrières et la modernisation du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer.
- Réaliser une étude stratégique et prospective alimentant les réflexions en cours dans les directions générales, au profit de leur adaptation aux problématiques structurelles et conjoncturelles auxquelles est confronté le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer.
- Acquérir une ouverture sur l'international afin de s'inspirer des bonnes pratiques et des modèles étrangers.

Organisation

- Interventions de conférenciers et experts du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer et du secteur privé.
- Immersion dans plusieurs pays européens ou au-delà, à l'occasion de voyages d'études dont certains seront partagés avec la session nationale Sécurité et justice.

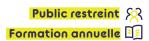
Publics

Une vingtaine d'auditeurs désignés par les directions générales : DGPN, DGGN, DGSCGC, DEMATES, IGA et armée de Terre, ainsi que par d'autres services ou pays étrangers au titre du rayonnement.

Diplôme

Diplôme d'auditeur de l'Institut

Cycle supérieur Ariane



Candidature

Désignation par les directions générales du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer

Admission

Approbation par l'IHEMI

Tarifs

Communiqués aux services concernés

Lieu

Fort de Charenton (Maisons Alfort), École militaire (Paris) et ENSP (Saint-Cyr-au-Mont d'Or)

Contact

depform-ihemi@interieur.gouv.fr Tél: +33 (0)6 82 59 01 55 1 an | 8 séminaires de septembre à juin

Le cycle supérieur Ariane est un programme destiné aux cadres féminins à potentiel du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer. Cette formation délivre des ressources supplémentaires en management, afin de renforcer leur ambition professionnelle. Outre les séminaires et les séances de coaching, elle comprend également la rédaction d'un rapport collectif.

L'IHEMI ouvre son cycle historique à parts égales entre les deux stades d'avancement de carrière (premier et deuxième tiers). Cette double désignation concernera toujours les commissaires de police, les officiers supérieurs de gendarmerie et des sapeurs-pompiers, l'encadrement supérieur de l'État y compris les DDI et l'IGA, ainsi qu'au moins une auditrice d'un service étranger au titre du rayonnement.

Objectifs

- Promouvoir l'égalité entre les cadres féminins et masculins, et faciliter à ces premières l'accès aux grades sommitaux du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer.
- Renforcer le leadership, les compétences managériales et l'affirmation de soi.
- Créer un réseau entre auditrices issues des différentes directions du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer, et les services étrangers.
- Alimenter les réflexions par la rédaction d'une étude collective traitant d'une thématique de management ou de RH, déclinable au sein du ministère, en s'inspirant notamment des bonnes pratiques du secteur privé.

Organisation

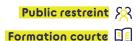
Séminaires co-organisés par l'IHEMI et l'ENSP (École nationale supérieure de police) de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or. Depuis l'année 2022-2023, l'ingénierie pédagogique du cycle Ariane est co-produite avec la MIST (Mission innovation, simplification et transformation) du Secrétariat général du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer.

Publics

Une vingtaine d'auditrices. Chaque promotion compte également au moins une auditrice d'un service étranger au titre du rayonnement.

Diplôme

Diplôme d'auditrice de l'Institut



Cycle supérieur d'Intelligence artificielle (CSIA)

10 jours | septembre > juin

Candidature

Désignation par les directions générales du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer du ministère de la Justice du ministère de la Relance du ministère de la Relance du ministère de la Transition écologique du ministère de la Recherche et de l'Innovation

Tarifs

1000€

Lieu

lle-de-France/ un déplacement international

Contact

csia@interieur.gouv.fr

Le cycle supérieur d'Intelligence artificielle permet à des hauts cadres du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer et à d'autres ministères de s'ouvrir à la conduite de projet et la veille stratégique en matière d'intelligence artificielle. Cette formation offre aux participants une occasion d'échanger avec les plus grands spécialistes français et permet de créer au sein de l'administration publique une véritable communauté de projets et d'échanges.

Objectifs

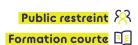
- Appréhender l'impact de l'intelligence artificielle dans la société et se former à ses mécanismes.
- Sensibiliser aux risques et opportunités du développement de l'intelligence artificielle pour les politiques publiques et la sécurité intérieure.
- Concevoir une analyse de la coopération territoriale et internationale.
- Favoriser la coopération européenne en matière d'intelligence artificielle.

Organisation

- 9 modules à thème de septembre à juin.
- Voyage en Europe sur 3 jours dans la cadre d'une coopération en matière d'intelligence artificielle.

Publics

20 hauts cadres dont 10 du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer et 10 d'autres ministères.



Séminaire Tour extérieur des administrateurs de l'État

2 jours | juin



Candidature

Liste des auditeurs communiquée directement à l'IHEMI par la Sousdirection du recrutement et de la formation du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer

Tarifs

Communiqués aux services concernés

Lieu

École militaire (Paris)

Contact

securite-justice-ihemi@ interieur.gouv.fr Tél : +33 (0)1 44 42 48 74 Depuis 2018, le département Sécurité et justice organise un séminaire sur commande de la sous-direction du recrutement et de la formation (SDRF) du ministère de l'Intérieur et des Outremer. Cette formation vise à approfondir les connaissances des candidats et ouvrir leur réflexion, sur les grands enjeux actuels de sécurité et de justice, dans la perspective du concours interne.

Objectif

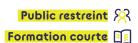
Apporter un éclairage spécifique sur l'actualité des sujets de sécurité et de justice aux candidats au «Tour extérieur» des administrateurs de l'État

Organisation

Deux journées de formation composées de conférences et tables rondes animées par des hauts fonctionnaires, des officiers supérieurs de la police nationale et de la gendarmerie nationale et des universitaires.

Publics

Une cinquantaine de candidats au «Tour extérieur» des administrateurs de l'État.



Référents en intelligence économique de la Gendarmerie nationale et de la Police nationale

10 jours | 2 x 5 jours consécutifs



Candidature

Les officiers, sous-officiers et fonctionnaires admis à suivre le cycle sont sélectionnés par leur direction générale respective

Tarifs

Communiqués aux services concernés

Lieu

École militaire (Paris)

Contact

securite-economique-ihemi@ interieur.gouv.fr

Tél: +33 (0)6 47 47 27 72

La Gendarmerie nationale et la Police nationale effectuent des missions de sécurité publique générale, de prévention des troubles à l'ordre public, de police judiciaire, de sécurité routière et de coopération internationale.

Largement ouvertes sur la société civile, ces deux institutions contribuent très largement à la politique publique de sécurité économique, laquelle est devenue une priorité gouvernementale depuis la publication du décret 2019-206 en date du 20 mars 2019. Leur implantation territoriale respective leur permet d'assurer la protection des personnes et des biens de manière préventive et répressive et d'agir également dans le domaine économique en renforçant la protection des entreprises face aux menaces dont elles sont l'objet.

Ce cycle se fixe pour objectifs de former les référents en intelligence économique de la Gendarmerie nationale et de la Police nationale en leur apportant les clés de compréhension et les outils méthodologiques utiles à la sensibilisation des acteurs économiques dans ce domaine.

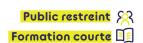
Objectif

Fournir des outils méthodologiques destinés à la diffusion de la culture de la sécurité économique dans les unités opérationnelles.

Publics

Une quarantaine d'auditeurs, parmi des:

- officiers et sous-officiers de la Gendarmerie nationale ayant qualité de référents sécurité économique et protection des entreprises (référents SEcoPE);
- fonctionnaires du Service central du renseignement territorial (SCRT) ou d'un service départemental du renseignement territorial exerçant les fonctions de référent en intelligence économique.



Journées d'études et de réflexion

1 journée | modules indépendants

Candidature

Sur invitation

Admission

Validation par l'IHEMI

Tarifs

Gratuit

Lieu

Paris (École militaire + extérieur)

Contact

strategie-ihemi@ interieur.gouv.fr

Tél: +33 (0)6 47 47 27 23

Les Journées d'études et de réflexion (JER) sont des séminaires réservés aux cadres dirigeants du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer qui participent à l'élaboration de la réflexion prospective et stratégique du ministère. Regroupant les autorités préfectorales et les hauts cadres de la sécurité intérieure pour une journée de formation sur un thème spécifique, les JER contribuent à la consolidation des savoirs des hauts fonctionnaires du ministère et à la résilience de l'administration face aux constantes évolutions dans le secteur des affaires intérieures et de la sécurité intérieure.

Objectifs

- Élaborer des recommandations prospectives et stratégiques sur des thématiques clés pour le ministère.
- Identifier les bonnes pratiques pouvant remonter du terrain
- Produire des notes de réflexion.

Organisation

- Les JER en présentiel se déroulent sur une journée complète de formation, de 10h00 à 17h00, au sein d'un établissement prestigieux au cœur de Paris ou dans la petite couronne.
- Les auditeurs bénéficient de plusieurs interventions d'experts de terrain, de hauts responsables d'administration centrale, et de hauts cadres du secteur privé partageant leur vision stratégique sur un thème majeur. Ces interventions sont suivies de tables rondes et d'échanges entre participants et intervenants.

Publics

Corps préfectoral et cadres dirigeants de l'administration centrale et territoriale.

Les Matinales

Public restreint (2)



Formation courte

Une fois par mois | de 9h00 à 10h00 en visioconférence

Candidature

Sur invitation

Admission

Validation par l'IHEMI

Tarifs

Gratuit

Contact

strategie-ihemi@ interieur.gouv.fr

Tél: +33 (0)6 47 47 27 23

un spécialiste sur des thématiques intéressant le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer. Deux nouveaux cycles de formations seront proposés aux autorités préfectorales et aux hauts fonctionnaires en 2023. Le premier cycle porte sur l'aménagement du territoire. Le second cycle porte sur la légalité et les normes.

Les Matinales sont des séries de conférence d'une heure par

Objectifs

- Donner une appréhension globale d'un sujet d'actualité.
- Sensibiliser le plus grand nombre de décideurs.

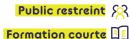
Organisation

Les Matinales sont organisées en visioconférence.

Publics

Corps préfectoral et cadres dirigeants du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer.

Les Méridiennes



4 fois par an | déjeuner-débat de 12h3O à 14h3O

Candidature

Sur invitation

Admission

Validation par l'IHEMI

Tarifs

Gratuit

Lieu

École militaire (Paris)

Contact

strategie-ihemi@ interieur.gouv.fr

Tél: +33 (0)6 47 47 27 23

Objectifs

thèmes d'actualité.

- Faciliter une réflexion commune sur l'actualité ministérielle et aouvernementale.

Les Méridiennes, à destination des hauts fonctionnaires et

hauts responsables en poste en administration centrale,

permettent un débat entre des représentants de divers secteurs de la fonction publique. Un conférencier et expert

national anime ces séances de réflexion collective sur des

- Renforcer la communication et la cohésion entre hauts responsables d'administration centrale.

Organisation

- 25 participants par Méridienne.
- Déjeuner de 12h30 à 14h30 à Paris.

Publics

Directeurs, sous directeurs et adjoints d'administration centrale.

Les Nocturnes

Public restreint (A)

Formation courte

4 fois par an | dîner-débat de 19h3O à 22h3O

Candidature

Sur invitation

Admission

Validation par l'IHEMI

Tarifs

Gratuit

Lieu

Cercle national des Armées

Contact

strategie-ihemi@ interieur.gouv.fr

Tél: +33 (0)6 47 47 27 23

Objectifs

- Permettre un accès privilégié à des analystes majeurs.
- Faciliter une réflexion commune sur des visions stratégiques susceptibles d'impacter le ministère.

Les Nocturnes sont l'occasion de rencontrer des acteurs de

haut niveau afin de s'enrichir de l'expérience d'intervenants

extérieurs au ministère de l'Intérieur et des Outre-mer. Ce dîner-débat offre l'occasion de débattre sur des thématiques

Organisation

- 25 participants par Nocturne.

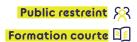
prospectives à l'horizon 2030.

- Dîner-débats de 19h30 à 22h30 au sein d'établissements au cœur de Paris.

Publics

Directeurs et sous-directeurs d'administration centrale.

Préfets et procureurs



2 jours | 8 modules par an



Candidature

Sur sélection de la SDRF du ministère de l'Intérieur et des Outremer et l'École nationale de la magistrature

Tarifs

Communiqués aux services concernés

Lieu

École militaire (Paris)

Contact

formation-drc-ihemi@ interieur.gouv.fr

Tél: +33 (0)6 47 47 27 76 Tél: +33 (0)1 76 64 89 87 du recrutement et de la formation du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer et l'École nationale de la magistrature, réunit depuis 2010 des préfets et des procureurs de la République sur la thématique de la gestion de crise et de la prise de décision dans l'incertitude. Les thématiques liées au leadership de crise, à la prise de décision dans l'incertitude et à la complexité du management de crise sont notamment évoquées.

Cette formation, fruit d'une coopération avec la sous-direction

Objectifs

Travailler en alternant entre théorie, partage de bonnes pratiques, outils et kit réflexes, et plusieurs mises en situation :

- le management et la prise de décision en situation sensible ;
- la communication de crise;
- le bon positionnement stratégique du préfet ;
- la connaissance fine du rôle du préfet et du procureur en gestion de crise et de sa relation avec les acteurs mobilisés;
- la relation entre le préfet et le procureur en crise.

Organisation

2 exercices + media training

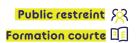
<u>Modules théoriques</u> : vers une culture commune de gestion et de communication de crise.

Deux mises en situation :

- exercices de crise avec pression médiatique et media training;
- débriefing et identification des bonnes pratiques.

Publics

6 préfets et 3 procureurs maximum.



Cycle supérieur d'Études territoriales de niveau I (CSET I)

2 jours | 4 modules proposés par an

Candidature

Sur sélection SDRF du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer

Tarifs

Validation annuelle par un comité SDRF - ENM - IHEMI

Lieu

École militaire (Paris)

Contact

formation-drc-ihemi@ interieur.gouv.fr

Tél: +33 (0)6 47 47 27 76 Tél: +33 (0)1 76 64 89 87 Ces sessions de formation de 2 jours au profit des directeurs de cabinet et des sous-préfets d'arrondissement visent à former sur la prise en compte de l'humain en situation de crise, le processus de prise de décision en situation sensible/ de crise, la circulation de l'information et l'organisation d'une cellule de crise.

Objectifs

Cette formation est destinée aux directeurs de cabinet en préfecture, ainsi qu'au sous-préfets d'arrondissement. Grâce à une alternance entre théorie, partage de bonnes pratiques, la diffusion d'outils et de kit réflexes, et plusieurs mises en situation, il s'agit de travailler:

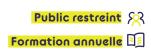
- le management en situation de crise ;
- la communication de crise ;
- -le fonctionnement du COD et la connaissance des acteurs mobilisés ;
- la circulation d'informations au sein du COD et la remontée d'informations au Préfet pour aider à la prise de décision.

Organisation

Plongés en immersion lors de deux exercices de crise, les auditeurs mettent en pratique les outils, bonnes pratiques et réflexes développés lors des ateliers théoriques. Ils testent notamment leur processus de prise de décision dans l'incertitude, leur positionnement dans la cellule et au milieu des acteurs mobilisés, leur management d'équipe et leur communication en situation tendue ou sensible.

Publics

Directeurs de cabinet et sous-préfets d'arrondissement. Entre 12 et 20 auditeurs par session.



Cycle supérieur d'Études territoriales de niveau II (CSET II)

1 an | 5 modules de 2 jours

Candidature

Sur sélection SDRF du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer, DGGN et DGPN

Tarifs

Communiqués aux services concernés

Lieu

École militaire (Paris)

Contact

formation-drc-ihemi@ interieur.gouv.fr

Tél : +33 (0)6 47 47 27 76 Tél : +33 (0)1 76 64 89 87 Développée en 2017, cette formation annuelle axée sur le management en situation de crise est à destination des hauts fonctionnaires accédant pour la première fois à un emploi fonctionnel (sous-directeurs, sous-préfets d'arrondissement, directeurs de cabinet, secrétaires généraux de préfecture, commissaires divisionnaires de la Police nationale et colonels de la Gendarmerie nationale).

Objectifs

Organisés autour des cinq modules :

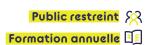
- la construction des conditions de la résilience (le diagnostic, la constitution d'un réseau de partenaires et d'une équipe en interne);
- l'affirmation d'un leadership (donner du sens à l'action et représenter l'Etat);
- la communication en situation tendue (préparer les messages adaptés, prendre la parole, s'exprimer devant les médias);
- la prise de décisions dans l'incertitude (l'acceptation du risque d'erreur, la gestion du stress);
- le retour d'expérience et la dynamique de lancement d'un plan d'actions à partir des enseignements tirés.

Organisation

2 exercices de gestion de crise + ateliers de prise de parole devant les médias en situation de crise ou sensible.

Publics

30 auditeurs par promotion.



Cycle des hautes études territoriales (CHET)

6 mois | De mars à juillet

Candidature

Sur désignation par la DMATES

Tarifs

Communiqués aux services concernés

Lieu

École militaire

Contact

strategie-ihemi@ interieur.gouv.fr Tél : +33 (0)6 47 47 27 23 Incarnation de l'État dans les territoires, le préfet est amené à intervenir dans de nombreux domaines sensibles, qu'il s'agisse, par exemple, d'aménagement du territoire ou de sécurité. Le CHET allie un enseignement technique dispensé par des experts dans les différents champs d'activité des préfets à des phases d'immersion au cœur de l'administration préfectorale.

Objectif

- Former des candidats à la fonction de préfet.
- Constituer un vivier extérieur permettant de diversifier les profils.

Organisation

La formation se déroule en deux temps :

- une formation théorique dispensée sur cinq modules (2 jours de séminaire par module) ;
- une phase d'immersion d'une semaine auprès d'un préfet en poste territorial, ainsi que 2 jours auprès d'un préfet délégué à l'égalité des chances (PDEC)

Publics

Cette formation, par définition restreinte, s'adresse aux candidats ayant fait l'objet d'une sélection par le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer. Cette procédure s'inscrit dans le cadre des nouvelles règles de nomination des préfets.

Chaîne de commandement territorial (CCT)

2 jours | 10 modules proposés par an

Cette formation, organisée depuis 2006, est à destination de l'équipe préfectorale et de l'ensemble des services mobilisés en centre opérationnel départemental (COD) lors d'une crise.

Candidature

Sur sélection du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer : SDRF, DGGN, DGPN, DGSCGC, EOGN du ministère de la Santé et du ministère de la Transition écologique et solidaire

Public restreint (A)

Formation courte

Tarifs

Communiqués aux institutions partenaires

Lieu

École militaire (Paris)

Contact

formation-drc-ihemi@ interieur.gouv.fr

Tél : +33 (0)6 47 47 27 76 Tél : +33 (0)1 76 64 89 87

Objectif

Travailler en alternant entre théorie, partage de bonnes pratiques, outils et kit réflexes, et plusieurs mises en situation :

- la circulation d'informations au sein du COD et la remontée d'informations au décideur pour aider à la prise de décision ;
- la compréhension du positionnement du COD par rapport aux échelons opérationnels/stratégiques;
- la communication de crise;
- le fonctionnement du COD et la connaissance des acteurs (savoir-faire et savoir-être interservices).

Organisation

2 exercices + media training

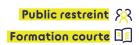
<u>Modules théoriques</u>: vers une culture commune de gestion et de communication de crise.

Deux mises en situation :

- exercices de crise avec pression médiatique et media training;
- débriefing et identification des bonnes pratiques.

Publics

Entre 15 et 20 auditeurs par session



Communication de crise et media training

1 à 2 jours

En relation étroite avec la direction de la communication (DICOM) du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer et du service d'information du gouvernement (SIG), des modules de formation en communication de crise et en media training sont

proposés au bénéfice : - des préfectures ;

- des communicants de préfecture ;
- -des directions de la communication des ministères demandeurs;
- des cabinets ministériels.

Un module communication de crise est également proposé lors du séminaire annuel des communicants de préfecture.

Candidature

Session sur mesure organisée à la demande par la DICOM, le SIG ou les Préfectures

Tarifs

Validés annuellement par un comité de pilotage avec la DICOM du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer

Lieu

École militaire (Paris)

Contact

formation-drc-ihemi@ interieur.gouv.fr

Tél: +33 (0)6 47 47 27 76 Tél: +33 (0)1 76 64 89 87

Objectif

- Décrypter le processus de médiatisation des crises, appréhender les attentes de la population, comprendre le fonctionnement des médias.
- Comprendre les caractéristiques de l'opinion et identifier les facteurs de risque d'opinion.
- Définir et mettre en place une stratégie de communication de crise.
- Les réseaux sociaux en temps de crise : comprendre leurs clés de fonctionnement.
- Se préparer à une interview: règles de base, maîtrise de la parole, de son discours.
- Élaborer des messages clés adaptés à la diversité des publics cibles.
- Faire face à tous types de questions.

Organisation

Ces formations s'organisent en deux temps :

- apports théoriques et kits réflexes de communication de crise : comprendre les enjeux et les principes de communication en situation tendue;
- mise en pratique et media training.

Publics

Cabinets ministériels, préfets et leurs équipes, communicants des différents ministères, porte-paroles, équipes dirigeantes, etc.

Formation au profit de l'École de Guerre

1 à 3 semaines | 1 session par an

Dans le cadre du module d'approfondissement « sécurité intérieure » dispensé aux promotions de l'École de Guerre, l'IHEMI, organise un programme de formation et de réflexion spécifique.

Objectifs

En abordant les questions du risque et de la gestion des crises cette formation met en exergue le rôle du chef dans un contexte de prise de décision dans la crise.

Organisation

Sous la forme de conférences, de tables rondes, de visites de salles opérationnelles et d'exercices de crise, les thèmes suivants sont développés selon les années et les besoins exprimés:

- définition de la crise et gestion d'une crise d'ampleur;
- gestion de l'humain;
- droit de la crise;
- gestion de crise en Outre-mer et à l'international;
- gestion de crise dans le privé;
- gestion de crise dans le domaine de la sécurité civile ;
- gestion de crise en département;
- gestion d'une crise cyber.

Exercices de mise en situation : entre 1 et 3 exercice de crise, avec conférences de presse.

Publics

Entre 30 et 35 auditeurs.

Candidature

Inscription via l'École de Guerre

Tarifs

Validés annuellement par un comité de pilotage avec l'Ecole de Guerre

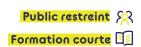
Lieu

École militaire (Paris)

Contact

formation-drc-ihemi@ interieur.gouv.fr

Tél : +33 (0)6 47 47 27 76 Tél : +33 (0)1 76 64 89 87



Formation au profit de l'INSP

INSP
Institut national du service public

3 jours | 3 sessions de formation proposées par an

Candidature

Tronc commun de la formation annuelle de l'INSP

Inscription

Inscription pour les étudiants de l'INSP, selon leurs cursus, via la direction de l'INSP

Tarifs

Communiqué à notre partenaire, l'INSP

Lieu

INSP (Strasbourg)

Contact

formation-drc-ihemi@ interieur.gouv.fr

Tél: +33 (0)6 47 47 27 76 Tél: +33 (0)1 76 64 89 87 Des formations en gestion et communication de crise au profit de la nouvelle promotion de l'Institut national du service public, mais aussi du cycle international long (CIL) et du cycle international de perfectionnement.

Fortement axée sur la mise en pratique et la diffusion de bonnes pratiques en communication et gestion de crise, elle est organisée autour d'exercices de crise et d'atelier de mises en situation.

Objectifs

Grâce à une alternance entre théorie et plusieurs mises en situation, il s'agit de travailler :

- le management et la prise de décision en situation sensible ;
- la circulation d'informations entre les acteurs mobilisés;
- -la prise en compte de l'humain en gestion de crise (compétences non technique);
- la communication de crise;
- le bon positionnement stratégique de la cellule de crise.

Organisation

Exercices de mise en situation : 6 exercices de crise sur 2 jours, avec conférences de presse.

Publics

Entre 30 à 100 auditeurs (promotion annuelle de l'INSP).

LIREC, LA REVUE TRIMESTRIELLE

de l'IHE/MI sur la gestion de crise



La Lettre d'information sur les risques et les crises (LIREC) s'intéresse aux méthodologies de prévention des risques, de gestion de crise, ainsi qu'à l'étude des politiques de secours.



Support: numérique

Accès libre sur: www.ihemi.fr



05

Partenariats

Académie du renseignement

Action contre la cybermalveillance (ACYMA)

Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (AGRASC)

Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI)

Ambassade d'Italie en France

Ambassade d'Espagne en France

Assemblée nationale

Association française de droit de la sécurité et de la défense (AFDSD)

Association pour la gestion des assistants de sénateurs (AGAS)

Brigade des sapeurs-pompiers de Paris (BSPP)

Centre de Crise et de Soutien (CDCS) du MEAE

Centre européen de recherche nucléaire (CERN)

Centre du renseignement olympique (CRO)

Centre national de la recherche scientifique (CNRS)

Centres ressources pour les intervenants auprès des auteurs de violences sexuelles (CRIAVS)

Centre de Droit et d'Economie du Sport (CDES)

Cercle national des Armées (CNA)

Club des directeurs de sécurité et de sûreté des entreprises (CDSE)

Club des officiers de sécurité (COS)

Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR)

Commandement Terre pour le territoire national (COM TN)

Commission européenne

Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL)

Conseil national des activités privées de sécurité (CNAPS)

Conservatoire national des arts et métiers (CNAM)

Coordination nationale du renseignement et de la lutte contre le terrorisme (CNRLT)

Coordination nationale pour la sécurité des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 et pour les grands événements sportifs internationaux (COJO)

Cycle des hautes études de la culture (CHEC)

Cycle supérieur du développement durable (CSDD)

Croix rouge française (CRF)

Défenseur des droits

Délégation interministérielle aux Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 et aux grands événements sportifs (DIJOP)

Délégation à l'information et à la communication (DICOM)

Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (DILCRAH)

Délégation interministérielle d'aide aux victimes (DIAV)

Délégation ministérielle aux partenariats, aux stratégies et aux innovations de sécurité (DPSIS)

Direction du management de l'administration territoriale et de l'encadrement supérieur (DMATES)

Direction de la coopération de sécurité et de défense (DCSD)

Direction de la coopération internationale de sécurité (DCIS)

Direction de la protection judiciaire de la jeunesse (DPJJ)

Direction de l'administration pénitentiaire (DAP)

Direction des affaires criminelles et des grâces (DACG)

Direction des affaires européennes et internationales (DAEI)

Direction du renseignement et de la sécurité de la défense (MINARM | DRSD)

Direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN)

Direction générale de la police nationale (DGPN)

Direction générale de la sécurité civile et de la gestion de crise (DGSCGC)

Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE)

Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI)

Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI)

Direction du programme interministériel sur l'identité numérique

École AgroParisTech

École de formation des barreaux de la Cour d'Appel de Paris (EFB)

École de guerre

École nationale de la magistrature (ENM)

École nationale d'administration pénitentiaire (ENAP)

École nationale de la protection judiciaire de la jeunesse (ENPJJ)

École nationale supérieure de police (ENSP)

École nationale supérieure des officiers des sapeurs-pompiers (ENSOSP)

École des officiers de la gendarmerie nationale (EOGN)

Etat-major des Armées

État major de l'armée de terre (EMAT)

Fédération française des centres ressources pour les intervenants auprès des auteurs de violences sexuelles (FFCRIAVS)

Fédération Française de Rugby (FFR)

France Télévisions

Francopol

GIP France 2023

Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN)

Institut de la gestion publique et du développement économique (IGPDE)

Institut des hautes études de développement et d'aménagement des territoires en Europe (IHEDATE)

Institut des hautes études des métropoles (IHEDM)

Institut des hautes études de la défense nationale (IHEDN)

Institut des hautes études de l'éducation et de la formation (IH2EF)

Institut des hautes études du monde religieux (IHEMR)

Institut des hautes études pour la science et la technologie (IHEST)

Institut national du service public (INSP)

Institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale (IRCGN)

Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI)

Ministère de la Justice

Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Ministère des Sports et des Jeux Olympiques et Paralympiques

Ministère de la santé et de la prévention

Mission des cadres dirigeants (MCD)

Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA)

Mission interministérielle pour la protection des femmes victimes de violences et la lutte contre la traite des êtres humains (MIPROF)

Observatoire français des drogues et de la toxicomanie (OFDT)

Office central de lutte contre les atteintes de à l'environnement et à la santé publique (OCLAESP)

Office central de lutte contre les crimes contre l'humanité et les crimes de haine (OCLCH)

Office anti-stupéfiants (OFAST)

Office central pour la répression de la traite des êtres humains (OCRTEH)

Office central pour la répression des violences aux personnes (OCRVP)

Office de lutte contre le trafic illicite de migrants (OLTIM)

Office central de lutte contre le travail illégal (OCLTI)

Office central pour la répression de la grande délinquance financière (OCRGDF)

Paris 2024

Pôle judiciaire de la gendarmerie nationale (PJGN)

Préfecture de police de Paris

Préfecture de la région Île-de-France

Réseau des écoles de service public (RESP)

Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN)

Sénat

Service d'information du gouvernement (SIG)

Service de l'information stratégique et de la sécurité économique (SISSE)

Service national de police scientifique (SNPS)

Service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères (VIGINUM)

Skema Business School

Traitement du renseignement et action contre les circuits financiers clandestins (Tracfin)

Unité de coordination de la lutte antiterroriste (UCLAT)

Aix-Marseille Université

Université de Lorraine

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Université Paris-Descartes

Édité par l'Institut des hautes études du ministère de l'Intérieur (IHEMI)

Conception et réalisation :

Bureaux communication et infographie de l'IHEMI

Crédits photos :

© IHEMI (p. 4-5, 7, 15, 21, 22-23, 25)

© Vincent Nicolas on Unsplash (p. 12-13)

© dragonstock - stock.adobe.com (p. 32-33)





Institut des hautes études du ministère de l'Intérieur

Adresse postale

IHEMI - École militaire - case 39 - 1, place Joffre 75700 Paris SP 07

Adresses opérationnelles

École militaire - 1, place Joffre - 75007 Paris Fort de Charenton - 94706 Maisons-Alfort

Tél.: +33(0)1 76 64 89 00







